

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône

Le 07/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

VIPA SARL

Le Chevannet
71430 ST VINCENT BRAGNY

Références : AC/MV/2022/C_020

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement VIPA SARL implanté Le Chevannet 71430 ST VINCENT BRAGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'autorisation préfectorale délivrée le 13 novembre 2019 (renouvellement et extension d'une carrière d'argile à Saint-Vincent-Bragny et Palinges) suite à la transmission par l'exploitant du dossier préalable aux travaux d'extraction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIPA SARL
- Le Chevannet 71430 ST VINCENT BRAGNY
- Code AIOT dans GUN : 0005400604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non

L'installation contrôlée est une carrière d'argile à ciel ouvert sans installation de traitement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitation est correctement menée. Les travaux et aménagements préalables requis avant le démarrage effectif de l'exploitation ont été réalisés conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2019.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Travaux préalables à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.3.6	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Travaux préalables à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 1.8.3	/	
Travaux préalables à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.1.3	/	
Travaux préalables à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.1.4	/	
Travaux préalables à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.3.1	/	
Travaux préalables à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.3.2	/	
Travaux préalables à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.3.3	/	
Travaux préalables à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.3.4	/	
Travaux préalables à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.3.5	/	
Travaux préalables à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 1.4.2	/	
Travaux préalables à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 1.7	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été relevé un seul point de non-conformité relatif à l'absence de documents attestant des mesures ERC prises préalablement aux travaux d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Travaux préalables à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 1.8.3
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le début des travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ; • la valeur datée du dernier indice public TP01. <p>Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.</p> <p>Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans.</p> <p>Constats : L'exploitant a adressé au Préfet avant le début des travaux un acte de cautionnement de l'organisme BPI France d'un montant de 93 212 euros pour l'exploitation de la carrière à Saint-Vincent-Bragny valable du 13 novembre 2019 au 12 novembre 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Travaux préalables à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.1.3
Prescription contrôlée : L'exploitation du site doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et formée en conséquence.
Constats : L'exploitation du site se fait sous la surveillance du directeur technique VIPA et du chef de chantier des travaux de terrassement de la société SIVIGNON (sous-traitant).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Travaux préalables à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.1.4
Prescription contrôlée : Le fonctionnement des installations et des engins d'exploitation n'est autorisé que de 7 h à 18 h, et en dehors des samedis, dimanches et jours fériés.
Constats : Les horaires de travail autorisés sont indiqués dans les consignes de travail affichées dans le local de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Travaux préalables à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.3.1
Prescription contrôlée : Avant le début des travaux, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Des panneaux signalant la présence de la carrière doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre des accès au site.
Constats : Plusieurs panneaux indiquent la présence de la carrière avec les informations requises: au niveau du débouché avec la RD 25, et à proximité des deux entrées de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Travaux préalables à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.3.2
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,• le cas échéant, des bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage est joint au dossier préalable aux travaux d'extraction définit à l'article 2.3.6. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : La carrière a fait l'objet d'un bornage partiel de l'emprise autorisée qui concerne l'exploitation de la phase 1 (surface en extension) par le cabinet de géomètre-expert "Ellipse Positionnement". Un plan de bornage certifié est joint au dossier préalable (certificat d'implantation des bornes en X et Y).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Travaux préalables à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.3.3
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>Les retenues d'eau présentes dans le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) sont disponibles à proximité.</p>
<p>Constats : La périphérie de la zone en cours d'exploitation (phase 1) est clôturée (piquets et fils barbelés). La zone de stockage (surface en renouvellement) est également clôturée.</p> <p>Des barrières permettant d'accéder aux deux zones précitées sont maintenues fermées en dehors des périodes d'exploitation.</p> <p>Des pancartes placées au niveau des entrées de la carrière et régulièrement sur les clôtures périphériques indiquent le danger et l'interdiction d'entrer.</p> <p>Le bassin de décantation est clôturé. Le risque de noyade est signalé à proximité du bassin et au niveau des entrées de la carrière. Une bouée et une ligne de vie sont positionnées à proximité du bassin.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Travaux préalables à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.3.4
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 du Titre 1er, Livre II du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.</p>
<p>Constats : Un fossé empêche les eaux de ruissellement sur le chemin forestier de pénétrer dans la zone en cours d'exploitation.</p> <p>L'exploitant a mis en place un réseau de dérivation des eaux de ruissellement autour de la zone en cours d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Travaux préalables à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.3.5
Prescription contrôlée : Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement. Les aménagements des accès à la voirie publique se font en accord entre les services compétents et l'exploitant. Ce dernier prend en charge les travaux nécessaires. L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boue ou de matériaux sur la voirie publique. La voie d'accès principale à la carrière depuis la route départementale n° 25 est le chemin communal nommé « Le Chevanet Sud-Est/Le Chevanet Nord-Est » conformément à la convention liant l'exploitant à la mairie. Constats : Le débouché du chemin communal permettant l'accès principal à la carrière est signalé dans les deux sens sur la route départementale n°25 (sortie camions). Le débouché du chemin communal est en enrobé sur 30 m environ et il est raccordé à la voirie départementale. Le chemin communal d'accès à la carrière est convenablement empierré, stabilisé et nivelé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Travaux préalables à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 2.3.6
Prescription contrôlée : Préalablement à l'extraction des matériaux proprement dite dans la surface en extension, l'exploitant est tenu d'adresser au Préfet un dossier préalable aux travaux d'extraction, en trois exemplaires, comprenant : <ul style="list-style-type: none">• le document établissant la constitution des garanties financières visé au chapitre 1.8 du présent arrêté ;• les documents attestant de l'exécution des mesures prévues au chapitre 2.3 du présent arrêté ;• le plan de gestion des déchets d'extraction inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière visé à l'article 5.1.2 du présent arrêté ;• un document justifiant de l'exécution des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement quand celles-ci sont exigées préalablement au début des travaux (en référence au titre 11 du présent arrêté). L'exploitant notifie au préfet et aux Maires des communes concernées la mise en service de l'installation. Constats : La société VIPA a transmis au préfet un dossier préalable aux travaux d'extraction comprenant : <ul style="list-style-type: none">.l'acte de cautionnement solidaire,.le plan de gestion des déchets d'extraction inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière,.les documents attestant de l'exécution des mesures prévues au chapitre 2.3. Le dossier n'atteste toutefois pas des mesures d'évitement, de réduction et de compensation relatives à la dérogation d'espèces protégées prises effectivement préalablement au début des travaux.

L'exploitant a transmis un courrier aux maires des deux communes concernées précisant le début des travaux de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Travaux préalables à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 1.4.2
Prescription contrôlée : La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 40 000 tonnes/an avec une quantité moyenne autorisée de 30 000 tonnes/an. La cote minimale d'extraction est de 263,5 m NGF. L'épaisseur totale maximale d'extraction est de 14 mètres.
Constats : Production 2021 : 17 000 tonnes Production 2020 : 23 800 tonnes La cote minimale d'extraction est à 273 m NGF selon le dernier plan d'exploitation de décembre 2021. L'épaisseur d'extraction est de 7 m environ.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Travaux préalables à l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2019, article 1.7
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Les bords supérieurs de la fouille actuelle sont éloignés de plus de 10 m des limites du périmètre autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite